

INOVA

Working Paper
581

2013

Globalisation et gouvernance tous azimuts

Jorge Braga de Macedo

NOVA
School
of Business
& Economics

Shaping
powerful
minds

Accredited by:



Member of:



GLOBALISATION ET GOUVERNANCE TOUS AZIMUTS¹

Jorge Braga de Macedo,
Professeur et directeur du Center for Globalization and Governance, Nova School of
Business and Economics, Membre n°18L de l'Académie des Sciences, Président de l'Institut
de Recherches Tropicales

Introduction

Ce titre s'inscrit dans le thème « globalisation, démocratie et développement ». Ce que je veux dire par « tous azimuts », nord, sud, est, ouest, c'est que des phénomènes que nous associons aux pays développés de l'Atlantique Nord se trouvent en ce moment partout dans le monde, compte tenu de l'histoire et de la géographie de chaque pays ou groupe de pays. Je vais donc résumer des travaux commencés à l'OCDE il y a une dizaine d'années. Trente planches en trente minutes, c'est très ambitieux mais on peut les ranger en cinq sections, dont cette introduction.

a. Plan

D'abord, l'interdépendance économique va au-delà de l'Atlantique Nord. Dans ce cadre, la section 2 traite des interactions complexes entre globalisation, gouvernance et développement d'un côté et entre réformes et élections de l'autre. La section 3 introduit la « différentialité » des pays et son rapport avec le multilatéralisme basé sur la culture d'un côté et la pression par les pairs de l'autre. La

¹ Synthèse de présentations au 8^e Cours d'Études africaines de l'Institut des Hautes Études militaires à Lisbonne le 19 septembre 2013 et au panel « Démocratie enrayée et économie » tenu à l'Académie royale de Belgique le 30 mai. Je remercie vivement Mme Leonor Poncin qui a établi le *verbatim* auquel j'ai ajouté les références, 2 figures et 8 tableaux retirés de BRAGA DE MACEDO *et al.* (2013c). Les discussions avec mes co-auteurs ont permis de clarifier l'argument mais je reste exclusivement responsable d'erreurs et omissions.

section 4 quantifie les interactions positives et négatives en distinguant les pays de l'OCDE des pays en développement.

La section 5 conclut qu'il y a encore beaucoup à faire dans ce projet de recherche, qui devrait incorporer des données post-crise et mettre à jour les perceptions des économistes sur la crise, peut être sous la forme d'une lettre à la reine, utilisée par les économistes britanniques et que nous pensons élargir aux huit pays lusophones. Maîtriser la complexité des interactions globalisation, démocratie et développement tous azimuts devient donc une condition de sortie de la crise.

b. L'interdépendance économique au-delà de l'Atlantique Nord

Parler de « tous azimuts » peut paraître déboussolé, mais il s'agit en fait d'une généralisation de ce que nous avons vu depuis la fondation de l'OCDE. L'histoire intellectuelle, à ce sujet, vient de Richard Cooper qui, il y a plus ou moins cinquante ans, a commencé à travailler sur *L'Économie de l'interdépendance*, livre, devenu fameux, avec lequel il voulait lutter contre l'influence des scientifiques politiques qui considéraient l'interdépendance entre les pays en termes purement « westphaliens »². Au contraire, Cooper (1968) soutenait qu'il y avait une véritable interdépendance économique, au sens de sensibilité mutuelle, mais seulement entre les pays de l'Atlantique Nord. Toutefois, très vite cette limitation s'est atténuée et maintenant elle n'existe plus.

Certes, il y a des différences entre nord, sud, est et ouest, et elles sont tout à fait intéressantes comme vous le verrez en comparant l'interaction entre globalisation, démocratie et développement dans les pays membres et non-membres de l'OCDE. En fait, il y a des différences plus profondes que celles liées à la situation géographique et au PIB par habitant. Ainsi, les pays très développés et très peu développés partagent d'avantage de solutions d'interdépendance que des pays émergents comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

Le premier héritage intellectuel est bouleversé par cette émergence westphalienne mais Cooper (1974a) continue la pensée de l'économiste socialiste suédois Knut Wicksell (1851-1926) au sujet de la géographie des biens publics et privés. Il y a cent ans, Wicksell était déjà très conscient du fait que le marché a tendance à être global, dès que la technologie le permet, alors qu'au contraire tout ce qui relève des impôts et des biens communs est plus local et restreint.

2 Kenneth Waltz (1924-2013), récemment décédé, associait interdépendance à divergence économique et guerre. Voir WALTZ (1970).

Ce sujet a été évoqué, à la séance inaugurale de ce colloque, en termes de deux solutions extrêmes dominantes : soit on a des économies de marché très petites, soit un État mondial. Plutôt que des solutions dites « bang-bang », Cooper (1974a et b) avait démontré l'existence d'un « point-selle » qui définirait la dimension optimale d'une zone intégrée de provision de biens privés et publics³. Étant donné que ces derniers sont financés par les impôts, les frontières de la zone optimale dépendent autant de la mobilité du contribuable que de la dimension du marché définie par la technologie. Cette mobilité dépend de la dimension internationale du marché puisque, même sans migrations internationales, les échanges de biens, de services ou d'actifs financiers nous permettent de profiter de l'échelle mondiale tout en restant dans notre milieu national ou local en tant que contribuable. Cette idée d'être à la fois semblable par le marché et différent par l'impôt implique que l'interdépendance internationale est associée à des interactions complexes entre globalisation, démocratie et développement.

Interactions complexes

L'existence d'effets de retour entre les biens publics et les biens privés définit donc l'espace optimal de l'intégration économique et plus généralement celui de l'interaction positive entre globalisation et gouvernance (G&G) qui a eu lieu jusqu'à la crise financière globale⁴.

a. Globalisation, gouvernance et développement

Même si les interactions entre la globalisation et le développement d'une part, et la gouvernance et le développement d'autre part, sont connus dans la littérature économique, l'interaction directe entre G&G l'est moins. En tenant compte du « niveau du revenu » et en précisant qu'il s'agit de « gouvernance démocratique », les interactions acquièrent une complexité supplémentaire.

3 Reprise dans mon cours de Théorie de l'Intégration économique à l'Université catholique de Lisbonne, BRAGA DE MACEDO (1976).

4 BRAGA DE MACEDO (2001, p. 229) se demandait si G&G c'est plus qu'un acronyme ! Quant à la crise, j'ai déposé à la bibliothèque de l'Académie BRAGA DE MACEDO *et al.* (2013b), ouvrage qui présente une vision inspirée de la lettre à la reine d'Angleterre écrite par les membres de l'Académie britannique en 2009, reprise en conclusion. Malheureusement, les données économétriques et les tests présentés ci-dessous s'arrêtent en 2005.

La productivité d'un pays va permettre de prévoir, grâce à la technologie dont il dispose, quel va être son niveau de bien-être, non seulement son niveau de bien-être absolu, au sens du PIB par habitant de son pays, mais également par rapport au PIB par habitant du pays situé à la frontière technologique. Celle-ci est souvent représentée par les États-Unis : ce n'est pas le pays le plus riche en termes de PIB par tête, mais il est souvent considéré comme la frontière technologique mondiale. Par conséquent, l'effet en retour c'est qu'un pays qui est plus riche et croît plus vite peut également améliorer sa propre productivité en investissant dans la connaissance.

Lors de la séance inaugurale de ce colloque, nous avons vu le lien très profond entre démocratie et connaissance et, ce faisant, ce pays arrive à soutenir cette même richesse ou croissance. De la même manière, l'ouverture de l'économie va être un facteur d'augmentation de la productivité, autant par le biais d'un avantage comparatif qu'à travers l'effet d'échelle du marché, qui à la limite devient mondial. Mais on a également un effet en retour : l'endroit où est situé le pays, ses ressources, peut également déterminer quelle est la nature de son commerce avec les autres pays en biens, services et actifs financiers.

L'autre interaction bien connue est celle entre gouvernance et développement. Un pays qui a une bonne gouvernance, défini vraisemblablement comme un État démocratique avec des institutions de grande qualité, qui lutte efficacement contre la corruption et où la société civile est florissante, aura des habitants qui profitent de cette bonne gouvernance. De la même manière, nous pouvons imaginer que des pays qui ont une productivité plus élevée puissent à leur tour arriver à construire de bonnes institutions plus rapidement. Dans le cas de notre continent européen, tout comme à l'échelle mondiale, on doit faire les comparaisons tous azimuts.

Par exemple, nous savons qu'il y a un peu plus de deux siècles, les pays nordiques avaient un niveau de vie bien plus bas que celui de l'Europe centrale et même que certains pays du sud, mais ils ont investi dans la bonne gouvernance et dans la science et se sont rapprochés de la frontière technologique.

L'exemple finlandais est fascinant, car on compare souvent la Finlande au Portugal parce qu'elle a connu une crise dramatique il y a vingt ans et s'en est sortie par un investissement massif dans les sciences. Le biologiste Kai Simons se demandait ainsi pourquoi son pays, pauvre, périphérique, et tributaire des Suédois pendant des siècles, a réussi à vaincre la crise. Il avance un argument historique surprenant : la Finlande est le premier pays au monde qui a permis

aux femmes non seulement de voter mais d'être élues⁵. Dans les années 1970, il y avait donc beaucoup d'enseignantes dans les syndicats et elles ont permis que le système scolaire soit modifié bien avant celui d'autres pays. Dès lors, quand la crise des années 1990 est survenue, la Finlande a pu, de manière très audacieuse, investir dans la recherche. On pourrait évidemment donner d'autres exemples de rattrapage économique dû à des réformes structurelles qui améliorent aussi la gouvernance démocratique.

Que démontrent alors les résultats empiriques obtenus sur les données de panel pour une centaine de pays ? Non seulement la globalisation (mesurée par l'ouverture au commerce de biens, services et actifs financiers), et le niveau de développement interagissent avec des effets en retour, mais il y aussi une interaction entre la bonne gouvernance et le niveau de vie des pays, soit des effets dans les deux sens. De nouveau, il s'agit d'un élément bien connu de la littérature sur le développement, alors que l'interaction directe entre G&G est moins fréquemment traitée. Comme c'est le thème qui m'intéresse, je vais vous donner la feuille de route. Dans le tableau 1 nous voyons les effets de la globalisation, mesurée par l'ouverture commerciale, et la bonne gouvernance, mesurée par les indices de corruption ; dans les tableaux 2 à 8 nous introduisons la gouvernance démocratique comme un cas particulier de bonne gouvernance.

b. Réformes et élections

Rendons quand même l'affaire plus européenne, puisque les azimuts ce n'est pas seulement le nord, le sud, l'est et l'ouest dans le monde, mais également dans notre propre Europe. La différence entre les périphéries nord et les périphéries sud, celles de l'ouest et celles de l'est, a déjà été évoquée par le biais de la comparaison entre réformes, élections et crises.

Jean-Claude Juncker, Premier ministre du Grand-Duché de Luxembourg pendant 19 ans, est l'auteur de cet aphorisme : « Nous savons tous quoi faire, mais aucun d'entre nous ne sait comment être réélu après l'avoir fait ». En utilisant exactement les mêmes méthodes économétriques, l'équipe d'économistes de la Commission européenne, dirigée par Marco Buti, a conclu que, dans certaines conditions, un gouvernement peut faire des réformes (comme dans l'exemple finlandais évoqué plus haut) et malgré tout être réélu. Or, la condition

5 Les érudits diront que c'est la Nouvelle-Zélande, mais comme l'a rappelé le directeur émérite de l'Institut Max Planck de Biologie et Génétique moléculaire et cellulaire, parlant à Lisbonne le 27 mai 2013, en Nouvelle-Zélande il y a une centaine d'années, seuls les hommes pouvaient être élus. Voir <http://live.fccn.pt/fct-ccec/>

principale c'est précisément que les marchés financiers fonctionnent bien et qu'ils permettent d'anticiper certains gains des réformes, surtout de celles qui ont été réalisées pendant la période d'expansion. Il ne faut pas attendre le moment où nous devons payer nos dettes. Keynes, déjà évoqué ici, disait exactement la même chose, c'est au moment où se produit l'expansion qu'il faut faire les réformes, ce n'est pas quand on est dans la crise.

Buti *et al.* (2008) ont donc utilisé l'indice de liberté économique de l'Institut Fraser au Canada (semblable à l'un de ceux reproduits dans le tableau 4) pour démontrer que cette liberté contribue à gagner les élections et donc qu'il n'y a pas de « malédiction de Juncker », en référence à l'aphorisme cité plus haut.

Toutefois, après la crise, nous avons une sorte de « revanche » de la malédiction, parce qu'on ne peut pas dire que les marchés financiers fonctionnent bien en Europe et dans le monde. Depuis 2008, nous observons une très grande volatilité des cours et des difficultés à mettre en œuvre le marché unique parmi des pays membres de la zone euro. Pour tout dire, la prime de risque qui avait pratiquement disparu avant la crise est maintenant exagérée.

Comment peut-on apporter une solution à cette difficulté ? Il s'agit de présenter les réformes de manière complète, pas goutte à goutte, car une réforme complémentaire donne des gains supplémentaires⁶. Or, souvent les réformes opérées dans le marché du PIB, dans les marchés financiers et dans le marché du travail sont contradictoires entre elles. Ce qui nous déçoit par rapport à la qualité de la politique économique dans les pays européens et de la zone euro en particulier, c'est que les réformes sont en quelque sorte écartelées entre celles effectuées au sein du marché du PIB et celles appliquées au marché du travail.

Pire encore, il n'y a pas de réformes des marchés financiers. De fait, l'idée de Buti était que les réformes des marchés financiers devaient aller de pair avec celles des marchés du travail et des produits. Le fait que cela n'a pas été réalisé a entraîné des coûts et un manque de cohérence au dessin de la politique économique, avec des conséquences économiques, mais aussi politiques, parce que précisément les réformes sont vues comme étant sanctionnées par l'électorat, la « malédiction de Juncker ».

Un mot sur la qualité de la démocratie, un thème au cœur de ce colloque : un article récent du *Financial Times* l'évoque en disant que de nos jours la démocratie paraît kidnappée par le populisme⁷. On revient ainsi aux travaux

6 C'est un sujet sur lequel j'ai travaillé avec Joaquim Oliveira Martins et un de nos anciens élèves de Sciences-Po, voir BRAGA DE MACEDO *et al.* (1973a).

7 STEPHENS (2013).

de Kindleberger (1970) et Vernon (1971), contemporains de Cooper, qui démontraient que la concurrence entre les États d'une part et les entreprises, surtout multinationales, d'autre part, était quelque chose qui faisait partie de l'interdépendance des pays de l'Atlantique Nord. L'idée est que ce lien, entre la globalisation et la démocratie, c'est justement être semblable et différent en même temps.

3. « Differentialité »

L'historien portugais Jorge Borges de Macedo (1921-1996) a introduit le concept de « différentialité » dans les relations internationales des petits pays comme le nôtre. Dans un de ses derniers travaux, il a considéré une des constantes de l'organisation humaine : « la certitude absolue que l'homme ne sera jamais commun, qu'il sera toujours différent, qu'il fera toujours en sorte que la diversité surgisse. Et la société, en gérant cette diversité, ira également gérer la prospérité et la création de richesse ». Ceci s'applique aussi, bien entendu, à la diversité politique et à ses conséquences sur la paix ou le conflit. Un exemple de diversité qui a influencé notre recherche est la colonisation des Amériques. L'occupation de Rhode Island, du Massachusetts jusqu'à la Caroline du Nord par des colons n'a pas été motivée par les mêmes raisons que celles qui ont animé la colonisation portugaise ou espagnole ; l'occupation a pris une autre forme. La différence est bien connue, et cet exemple va me permettre d'introduire un élément culturel, lequel pourra soutenir à son tour des solutions multilatérales. Les passagers du *Mayflower* voulaient créer une nouvelle société, alors qu'en Amérique du Sud l'idée était d'y transporter, au sens de la colonisation antique, les institutions du colonisateur⁸.

a. Multilatéralisme basé sur la culture

L'exemple de la colonisation des Amériques nous aide à situer la Communauté des Pays de Langue Portugaise (CPLP), créée en 1996 au nom de l'amitié entre ses membres. Dix ans plus tard la CPLP a esquissé une vision, basée sur la culture du multilatéralisme, en ce qui concerne les Objectifs de Développement du Millénaire des six pays membres d'Afrique et d'Asie. La francophonie a été évoquée au cours de ce colloque, mais j'insiste sur la différence lusophone, parce

8 BORGES DE MACEDO (1987, 1996) et BRAGA DE MACEDO *et al.* (2009), neuf essais en sa mémoire.

que le pays principal en tête en termes de PIB est un pays du sud, le Brésil. Les économistes aiment les indices de concentration pour mesurer l'organisation d'un marché et les inégalités entre les entreprises. Posons-nous la question de savoir combien de pays de même taille économique, d'après la mesure du PIB en dollars, existent dans la CPLP. La réponse est que les huit pays membres, de tailles très différentes, ont un indice de concentration de 1,3, la même valeur que pour la NAFTA (North American Free Trade Agreement), qui ne compte que trois pays et où les États-Unis ont un poids trois fois plus grand que le Canada et le Mexique réunis. Dans la CPLP, le Brésil a un poids trois fois plus grand que les sept autres pays membres. Cette concentration va de pair avec l'énorme diversité des cinq pays africains, Timor et le Portugal. Par contre, dans la francophonie, la France est le pays le plus important du point de vue du PIB, et dans le Commonwealth, le pays équivalent, les États-Unis, n'est pas membre. Voilà donc un exemple de dimension culturelle et de gestion de la diversité qui n'a peut-être pas été assez étudié.

J'en reviens aux racines intellectuelles de l'équilibre entre le marché et l'impôt qui, d'après Cooper (1974a et b) ne devait pas être nécessairement national, et qui comporterait donc aussi bien l'expérience européenne supranationale que des expériences infranationales ou locales. Paola Giuliano et Nathan Nunn (2013) ont montré que l'histoire de la démocratie locale a une grande importance pour la stabilité de la démocratie au niveau national. Cela nous permet de conserver l'espoir d'une éventuelle démocratie au niveau européen, assise sur les expériences démocratiques diverses de tous les membres de l'Union. C'est un thème qui pourrait être développé car l'équilibre entre la démocratie et la globalisation, loin d'être garanti, semble menacé par la durée de la crise financière aussi bien en Europe qu'ailleurs. Une solution possible, déjà évoquée, à propos du rôle des marchés financiers est la surveillance multilatérale des politiques (section 2b). Elle devient plus spécifique dans la mesure où nous vivons dans un environnement de stabilité des prix, c'est-à-dire que malgré la crise le monde n'a pas connu une déflation comparable à celle des années 1930.

b. La pression par les pairs

Pour le moment, à l'échelle mondiale, nous avons un gain, résultant de l'élimination de l'impôt caché de l'inflation, mais en même temps cela rend l'ajustement plus difficile. Il est plus difficile encore de faire des réformes puisque les ajustements des prix relatifs se font d'une manière interne ; délicat quand la

déévaluation du taux de change n'est pas possible. Une inflation d'environ 2% peut paraître contraignante pour l'Europe ou pour les États-Unis ; pour les Japonais, par contre, cela paraissait être un rêve impossible puisqu'ils sont depuis vingt ans en danger de déflation⁹. Cette contrainte et le fonctionnement des banques centrales principales — la BCE, le Federal Reserve Board, la Banque du Japon — rendent nos contraintes sur les politiques plus fortes et l'ajustement international des balances des paiements plus difficile, tout comme c'était le cas il y a cinquante ans.

À cet égard, je rejoins un petit peu une conception que j'associe toujours à cette Académie et à la Belgique, celle de mon ancien maître, Robert Triffin¹⁰. Au temps où nous avions des taux de change fixes dans le système monétaire international, qui était à ce moment-là surtout celui de l'espace de l'Atlantique Nord, il estimait qu'il existait une asymétrie profonde entre les pays qui ont un surplus de la balance des paiements et les pays qui ont un déficit. C'est très simple. Le pays qui a un déficit, il y a un moment où il doit payer, ce qui n'est pas le cas des pays qui ont un excédent, que ce soit l'Allemagne ou la Chine. Voilà une réalité dont on doit tenir compte dans notre analyse de ce qui peut se passer en Europe, l'effet de l'Union bancaire en particulier.

Il faut donc des solutions en termes d'innovations dans la gouvernance, impliquant une surveillance multilatérale efficace, comme c'était le cas au début de l'OCDE — et Triffin a joué un rôle très important à cet égard. Les fonds du Plan Marshall étaient octroyés par un groupe de bureaucrates, l'Organisation européenne de Coopération économique, et cela se faisait sur un mode multilatéral. Il y avait donc une pression sur les pairs et par les pairs, exactement comme dans le milieu scientifique où, quand on publie, des pairs analysent nos travaux. Des histoires horribles circulent évidemment sur les pairs qui osent rejeter nos travaux académiques. Sont-ils pairs, ou au contraire pervers ?

Le point qui me frappe néanmoins, c'est que l'importance qui a été donnée au Fonds Monétaire International après la crise de 2008, avec la création du G-20, a en définitive diminué la pression par les pairs, l'argument de l'interdépendance étant que ces pays se connaissent et se font mutuellement confiance. Dans le cas du G-20, au sein duquel il y a en plus une géométrie compliquée — G-7 au niveau des finances, G-8 pour les chefs d'État ou de gouvernement —, on ne

9 Le tout récent plan inflationniste du Premier Ministre Abe cherche avant tout à surmonter cette menace.

10 Je l'ai évoqué dans BRAGA DE MACEDO (2012).

voit pas vraiment d'examen par les pairs contraignant. On ne le voit pas hors de l'Union européenne ou de l'OCDE, si ce n'est le cas du mécanisme africain d'appréciation par les pairs, qui existe dans le cadre de l'Union africaine et du NEPAD (New Partnership for Africa's Development). Ce mécanisme nécessite une somme de connaissances beaucoup plus approfondie. En effet, son problème est que les évaluations prennent trop de temps, ce sont presque des examens académiques, alors qu'au FMI, par exemple, ces examens sont souvent très rapides, dans l'Union européenne également. Il y avait une telle crainte de ne pas faire justice à la diversité africaine que le système fonctionne, mais il est trop lent.

Il n'en reste pas moins que nous avons deux systèmes semblables, dans les pays les plus développés et dans les pays les moins développés. Quel est le problème ? C'est le groupe des BRICS, dont fait partie le Brésil. Ce pays est déterminant pour démontrer que ce groupe culturel du sud est capable de gérer la diversité. Mais tous ces grands pays émergents ont beaucoup de mal à comparer leurs situations, car ils n'ont pas cette habitude qui existe dans le cadre de l'OCDE, où chaque pays est également unique et ne peut pas se comparer, mais doit quand même accepter la surveillance par les autres États membres. Donc, on n'arrive pas à dire quelles sont les meilleures pratiques et à les développer. À mon sens, la surveillance reste quand même la meilleure solution — un petit peu comme la démocratie —, elle a tous les défauts mais elle est malgré tout préférable aux autres systèmes. On pensait que cela ne fonctionne qu'avec les pays riches. Non, la surveillance fonctionne également entre pays pauvres. C'est pour les pays intermédiaires qu'elle ne fonctionne pas. En sommes-nous de nouveau au « bang-bang », aux solutions extrêmes opposées au « point-selle » de Cooper ? Le fait qu'il n'y a pas la possibilité d'introduire de meilleures pratiques ou de les partager est un problème pour la démocratie de pays très interdépendants, puisque l'interdépendance c'est la sensibilité entre pays — maintenant présente tous azimuts. Il me reste à vous montrer maintenant des résultats empiriques, presque opérationnels.

4. Résultats

Les coefficients, leur signification et toutes les méthodes sont simplifiés pour vous donner l'évolution jusqu'aux résultats du tableau 8. Le message est basé sur

un échantillon d'une centaine de pays, pour la période 1970-2005, répartis en fonction de l'appartenance ou non à l'OCDE.

Les résultats du tableau 1, sur un échantillon qui remonte à une dizaine d'années, démontrent, de manière causale, donc en utilisant des variables instrumentales pour éviter que l'effet de retour ne viole les conditions statistiques, que la globalisation améliore la gouvernance, mesurée par l'absence de corruption¹¹. Il y a donc un effet positif très clair et fort entre globalisation et gouvernance.

Dans ce cas-là, cependant, nous mesurons la globalisation par l'ouverture commerciale. Il y avait quelques éléments d'ouverture financière, mais pas très importants : ils sont repris dans les tableaux 2 et 3, qui poursuivent les interactions à deux entre G&G mais évaluent la gouvernance par la démocratie tout en contrôlant le niveau de développement.

a. Interactions positives à deux

Ainsi, après les résultats obtenus en 2001, on a eu l'idée de préciser la gouvernance au-delà de la présence ou de l'absence de corruption apparente. S'agissant de voir si le système politique pouvait être décrit comme démocratique ou non, Barry Eichengreen, de l'University of California, Berkeley, a simplement marqué le pays comme étant démocratique ou non. Il a trouvé un échantillon très long entre 1870 et 2000 et a trouvé un effet similaire à celui du tableau 1.

Non seulement la globalisation améliorerait la gouvernance, mais il était également vrai que la démocratie favorisait la globalisation au sens surtout commercial, bien qu'il y ait aussi la liberté financière. Par la suite, il a introduit l'âge de la démocratie, ce que le Suédois Torsten Persson et l'Italien Guido Tabellini (2005, 2006, 2007) appellent « capital démocratique ».

Inspirés par ce résultat, nous avons ré-estimé au moyen de méthodes différentes et en introduisant la liberté politique, plutôt que de dire simplement « oui » ou « non ».

Mesurer la démocratie est évidemment impossible, mais il y a des signes de la présence de démocratie. En reprenant les calculs d'Eichengreen et Leblang (2008), professeur de science politique à l'University of Virginia, nous voyons que l'effet de la démocratie sur la globalisation est plus faible que l'effet de la globalisation sur la démocratie dans les tableaux 2 et 3. Nous voyons que le

11 Les données des 119 pays pour 1984-1989, 1990-1994 et 1995-1998 viennent aussi bien du *International Country Risk Guide* que de *Transparency International*.

niveau de revenu par rapport à la frontière technologique (DEV) détermine les deux autres.

On a donc réussi à obtenir l'effet réciproque prévu à deux, mais il y avait une lacune : le niveau de développement avait un effet causal sur la globalisation et sur la gouvernance, mais l'effet inverse n'était pas pris en compte.

b. Interactions positives à trois

Il fallait donc regarder les trois dimensions — niveau de développement, ouverture et démocratie — ensemble. C'est ce qui est présenté dans les tableaux suivants, mais avec un nouvel indice de globalisation. Nous l'avons trouvé à l'Institut suisse de Technologie, où Axel Dreher (2006) a développé un indice de la globalisation qui est économique, politique et également social. C'est vraiment une mesure d'interdépendance ; les données se rapportent aux années 1970 à 2010 pour 123 pays. Ces données ont été utilisées dans les tableaux 5 à 8.

Cet indice, qui n'a jamais été utilisé par des économistes, nous permet de montrer cette interaction dans les trois directions. Nous avons établi, avec une mesure plus affinée de la démocratie, que la globalisation a un effet positif sur la démocratie et vice-versa, comme l'avaient fait Eichengreen et Leblang (2008). Après nous avons testé une troisième interaction — dans les deux sens.

Autrement dit, il y a un effet de retour aussi bien entre globalisation et développement qu'entre démocratie et développement. Seulement, il se trouve que, pour les pays ne faisant pas partie de l'OCDE, ce sera différent. Nous avons donc une gestion de la diversité qui paraît importante et qui présente plusieurs facettes, en fonction de l'indice de globalisation utilisé.

Dans les figures 1 et 2 et les tableaux 5 à 8, on utilise l'indice moyen (KOF) mais les résultats des indices partiels (ECO, SOC, POL) se trouvent dans Braga de Macedo *et al.* (2013c).

Pour les États-Unis, par exemple, l'indice politique est plus élevé que le social, qui est plus ou moins semblable à la moyenne alors que l'indice économique est plus bas (figure 1). La figure 2 compare l'indice moyen avec l'indice de liberté — mesure des droits politiques et des libertés civiles — créé en 1970 par *Freedom House*. Les variables d'Eichengreen et Leblang (2008) représentaient l'ouverture commerciale par rapport au PIB, l'existence ou non de contrôles de capitaux et le nombre de démocraties depuis 1870.

Les variables binaires sont très grossières par rapport aux indices, mais quand on présente ceux-ci de manière plus technique, on relève de nombreux

défauts¹². Seulement voilà, il faut faire avec, comme on dit en Belgique, parce que c'est en les utilisant qu'on peut les améliorer.

Précisément, l'indice de globalisation KOF que nous utilisons maintenant, une moyenne pondérée d'indices partiels, et celui qui rassemble les indicateurs économiques (ECO) comprend l'ouverture commerciale et financière, représentée par GT et Glob Fin dans les tableaux 1 à 4.

La figure 3 montre les interactions complexes entre les trois variables mesurées dans les tableaux 5 à 8, à savoir KOF, DEV et DEM, pour l'échantillon complet ainsi que pour les pays de l'OCDE et ceux qui n'en font pas partie. Les effets significatifs sont représentés en gras et ils sont semblables pour les deux premiers cas, représentés par la figure 3.

c. La « flèche rouge » hors de l'OCDE

La figure 4 et le tableau 8 montrent cependant une différentialité commune aux pays hors de l'OCDE en ce qui concerne l'effet de la démocratie sur la distance vis-à-vis de la frontière technologique représentée par DEV.

Certains diront « mais c'est évident, pourquoi faire tous ces travaux pendant 10 ans ! ». La démocratie n'a pas un effet sur le développement qui est le même selon que le pays se trouve hors de l'OCDE ou dans l'OCDE, justement parce qu'il n'y a peut-être pas de tradition démocratique et donc l'effet est en fait négatif. L'effet pour tout l'échantillon est positif, mais en ce qui concerne les pays qui ne sont pas dans l'OCDE, l'effet est négatif.

Nous avons déjà conscience des différences entre les pays de l'OCDE et les autres, mais là nous démontrons un cas concret de différentialité. Donc, les indices que nous avons utilisés ne sont pas suffisants pour que la démocratie ait un effet positif sur le développement, bien que l'effet positif sur la globalisation demeure.

J'ai fait appel à la tradition démocratique justement pour évoquer l'effet de peur de cette flèche rouge — comme l'affiche de Léo Ferré¹³.

12 En 1972, la liberté tombe brutalement, aussi dans mon pays, mais en éliminant cette chute, les résultats ne changent pas.

13 « L'affiche qui semblait une tache de sang/ Parce qu'à prononcer vos noms sont difficiles/ Y cherchait un effet de peur sur les passants » poème de Louis Aragon issu du *Roman inachevé*, Paris, Gallimard, 1956.

5. Conclusion

Il y a sans doute beaucoup à faire pour cerner la différentialité de la culture concernant les pays hors de l'OCDE ainsi que ceux de la CPLP. On doit mettre l'échantillon à jour puisque les données sont désormais disponibles jusqu'en 2010. On veut mieux comprendre les perceptions des économistes sur la crise, mais alors pas seulement ce que les économistes britanniques ont écrit à la reine d'Angleterre. En effet, ils ne l'ont fait que d'une manière très centrée sur les États-Unis et la Grande Bretagne¹⁴.

Une fois de plus, c'est l'origine du projet décrit dans *Writing to Queens*. Mon compagnon de panel appréciera sans doute un projet où on remplace deux pays anglophones par tous les lusophones pour voir pourquoi les économistes qui avaient une bonne cote avant la crise sont parfois critiqués depuis. C'est ainsi.

Finalement, cette idée de poursuivre le *policy design* me paraît vraiment essentielle pour garantir la qualité de la politique économique et voir si l'on arrive à échapper à la malédiction de Juncker.

14 Il y a bien une note de bas de page sur l'Inde et la Chine en tant que sources nouvelles de l'épargne mondiale.

FIGURE 1
ECO, SOC, POL & KOF, EUA

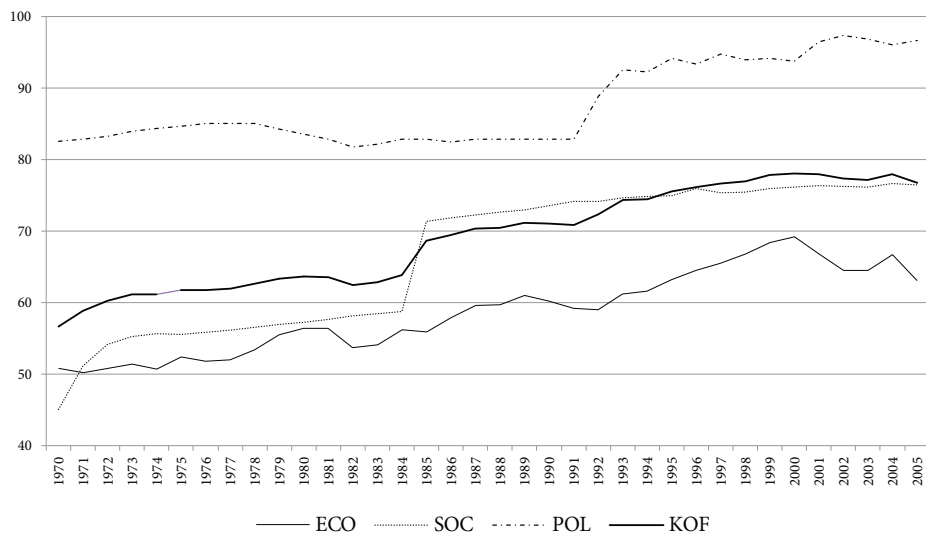


FIGURE 2
KOF/10 & DEM, tous pays

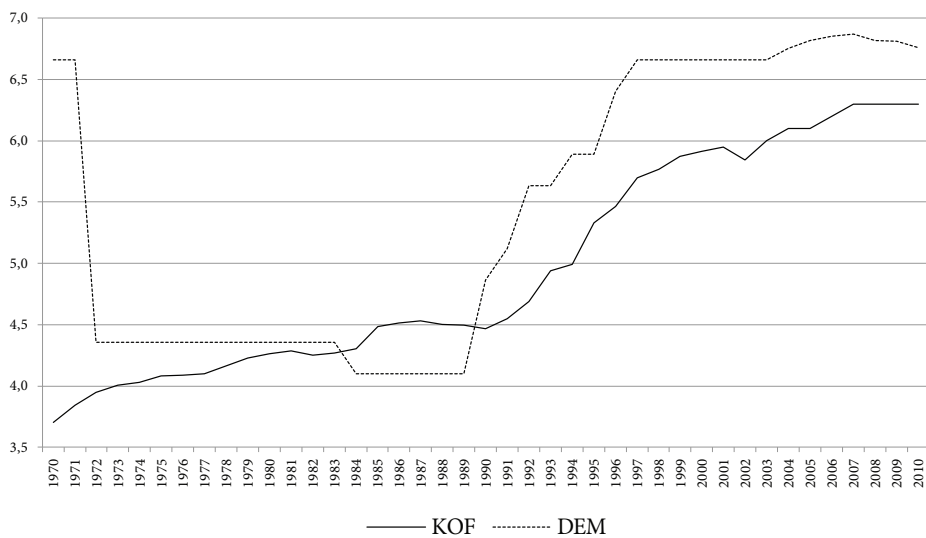


FIGURE 3
Interactions KOF, DEM & DEV, tous pays & OECD

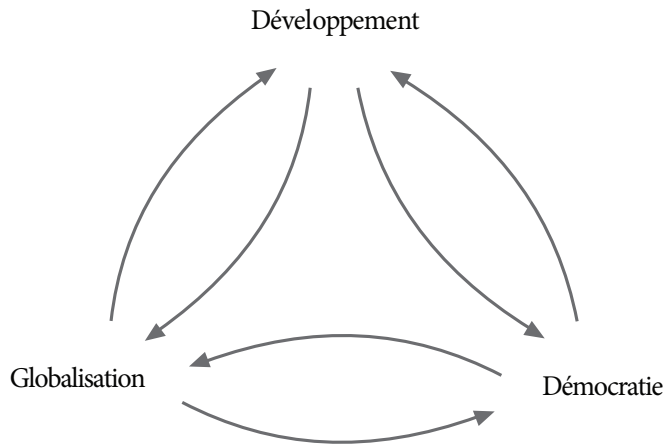


FIGURE 4
Interactions KOF, DEM & DEV, pays non-OECD

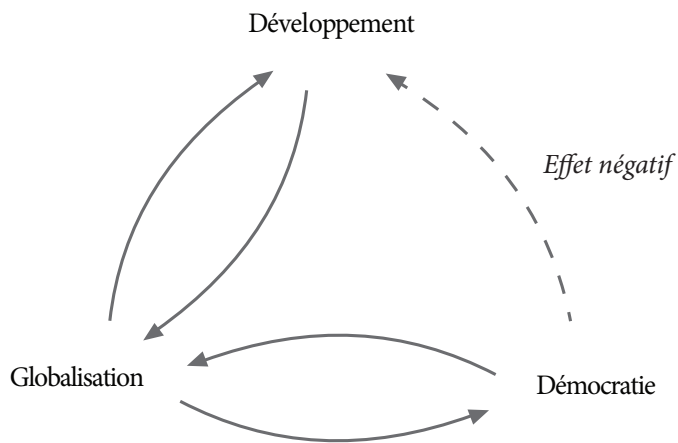


TABLEAU 1
Ouverture commerciale (GT) et corruption

	ICGR	ICGR	TI
Log GT	0,34	0,55	0,57
Log PIB CAP	0,91	0,63	1,70
Droits polit	0,19	0,20	0,10
Export Petrole		-0,13	
Distance		0,60	
Log surface		0,10	

Note : signifiante 1 %

Source : Bonaglia et al. in Yueh (2011, p. 205)

TABLEAU 2
GT, Glob fin & DEM (1870-2000)

(File sur Colonne)	GT	Glob FIn	DEM
GT			-0,0
Glob Fin			0,7
DEM	3,3	0,4	

Source : Macedo et al., draft 2007

TABLEAU 3
GT, Glob fin, DEM & DEV

(File sur Colonne)	GT	Glob FIn	DEM
GT			-0,0
Glob Fin			-2,0
DEM	0,4	-0,0	
DEV	1,4	-0,7	2,3

Source : Macedo et al., draft 2007

TABLEAU 4
Statistiques (1970-2004)

	# obs	Moyenne	Écart-type	Min.	Max.
Droits politiques	5556	4,1	2,2	1	7
Libertés civiles	5556	4,1	1,9	1	7
Indice 'liberté'	5556	4,1	2,0	1	7
Liberté économique	3449	5,6	1,3	1,7	9,1
Log GT	9993	-1,0	2,1	-10,4	7,8
Contrôles de capitaux (- Glob. fin.)	16100	0,3	0,5	0	1

Source : Macedo et al., draft 2010

TABLEAU 5
Statistiques (1970-2005)

Pays	92	OCDE	Non-OCDE
# obs	3312	866	2446
KOF moyenne	45,4	68,4	37,3
Écart type	19,4	14,7	13,4
DEM moyenne	4,5	6,7	3,8
Écart type	2,0	0,8	1,7
DEV moyenne	0,3	0,7	0,2
Écart type	0,3	0,2	0,2

Source : Macedo et al., 2013 (Appendice)

TABLEAU 6
KOF, DEM & DEV (92 pays)

(File sur colonne)	KOF	DEM	DEV
KOF		0,03	0,89
DEM	2,70		3,28
DEV	0,56	0,03	

Source : Macedo et al., 2013 (Table 1)

TABLEAU 7
KOF, DEM & DEV OECD

(File sur colonne)	KOF	DEM	DEV
KOF		0,02	0,47
DEM	8,9		13,3
DEV	0,32	0,02	

Source : Macedo et al., 2013 (Table 2)

TABLEAU 8
KOF, DEM & DEV non-OECD

(File sur colonne)	KOF	DEM	DEV
KOF		0,04	0,82
DEM	3,86		-1,48
DEV	0,77	0,00	

Source : Macedo et al., 2013 (Table 3)

Références

- BONAGLIA, F., DE MACEDO, J.B. & BUSSOLO, M. (2011), «How Globalization Improves Governance», in L. Yueh (ed.), *The Law and Economics of Globalization*, Cheltenham, Edward Elgar, p. 193-224.
- BORGES DE MACEDO, J. (1987), «O Atlântico Norte e os Desafios do Sul — Perspectiva Histórica», in *Estratégia*, No. 3.
- BORGES DE MACEDO, J. (1996), «Mares Abertos e Mares Fechados. Da Dialéctica do Confronto aos Problemas da Cooperação», in *Actas dos 2.º Cursos Internacionais de Verão de Cascais*, vol. 1, p. 185-194, Cascais, Câmara Municipal de Cascais.
- BRAGA DE MACEDO, J. (1976), *Teoria da Integração Económica*, Lectures notes, Lisboa, Catholic University of Portugal.
- BRAGA DE MACEDO, J. (2001), «Globalization and Institutional Change: A Development Perspective», in *Globalization Ethical and Institutional Concerns*, L. Sabourin and E. Malinvaud (eds), The Pontifical Academy of Social Sciences, Acta 7, Vatican City, p. 223-267.
- BRAGA DE MACEDO, J. (2012), «Actualité de Robert Triffin», in *À la recherche d'un nouvel ordre monétaire mondial/ In Search of a New World Monetary Order*, J.-Cl. Koeune & A. Lamfalussy (dir./eds.), Brussels, PIE Peter Lang pour Fondation Internationale Robert Triffin, p. 125-128.
- BRAGA DE MACEDO, J., OLIVEIRA MARTINS, J. & ROCHA, B. (2013a), «Are complementary reforms a “luxury” in developing countries?», in *Journal of Comparative Economics* (à paraître).
- BRAGA DE MACEDO, J., SANTOS, J. F. P. & MALHÓ, R. (2013b), *Writing to Queens while Crises Proceed*, Lisbon, IICT.
- BRAGA DE MACEDO, J., OLIVEIRA MARTINS, J., BRITES PEREIRA, L. & TOVAR JALLES, J. (2013c), «Globalization, Democracy and Development», in *NBER Working Paper*, No. 19575 (il y a des versions préliminaires intitulées draft 2007 et draft 2010 qui peuvent être demandées à l'auteur).
- BUTI, M., Turrini A., VAN DEN NOORD, P. & BIROLI, P. (2008), «Defying the ‘Juncker Curse’: Can Reformist Governments Be Re-elected?», in *European Economy*, Economic Papers, No. 324.
- COOPER, R. N. (1968), *The Economics of Interdependence, Economic Policy in the Atlantic Community*, New York, Mc Graw Hill.
- COOPER, R. N. (1974a), *Economic Mobility and National Economic Policy*, Wicksell Lecture 1973, Stockholm, Almqvist & Wiksell International.
- COOPER, R. N. (1976), «Worldwide vs. Regional Integration: is there an optimal size of the integrated area?», in F. Machlup (ed.), *Economic Integration: Worldwide, Regional, Sectorial*, London, MacMillan, p. 41-53.
- DREHER, A. (2006), «Does Globalization affect Growth? Evidence from a new index of Globalization», in *Applied Economics*, 38, p. 1091-1110.
- EICHENGREEN, B. & LEBLANG, D. (2008), «Democracy and Globalization», in *Economics and Politics*, vol. 20(3), p. 289-334.
- GIULIANO, P. & NUNN, N. (2013), «The transmission of democracy: From the village to the Nation-State», in *American Economic Review*, 103(3), p. 86-92.

Nove Ensaios na tradição de Jorge Borges de Macedo (2009), Braga de Macedo, J., Ferreira da Silva, A., Amaral L. & Castro Henriques, A. (organizadores), Lisboa, Tribuna da História em colaboração com IICT e CG&G.

PERSSON, T. and TABELLINI, G. (2005), «Democracy and Development: The Devil in the Details», in *American Economic Review*, vol. 96(2), p. 319-324.

PERSSON, T. and TABELLINI, G. (2006), «Democratic Capital: The Nexus of Political and Economic Change», in *NBER Working Paper*, No. 12175.

PERSSON, T. and TABELLINI, G. (2007), «The growth effect of democracy: Is it heterogeneous and how can it be estimated?», in *NBER Working Paper*, No. 13150.

STEPHENS, Ph. (2013), «Democracy and populism», in *Financial Times*, 10th May.

The International Corporation (1970), Ch. Kindleberger (ed.), Cambridge, MIT Press.

VERNON, R. (1971), *Sovereignty at Bay the multinational spread of U.S. enterprises*, New York, Basic Books.

WALZ, K. (1970), «The Myth of National Interdependence», in *The International Corporation*, Ch. Kindleberger (ed.), Cambridge, MIT Press.